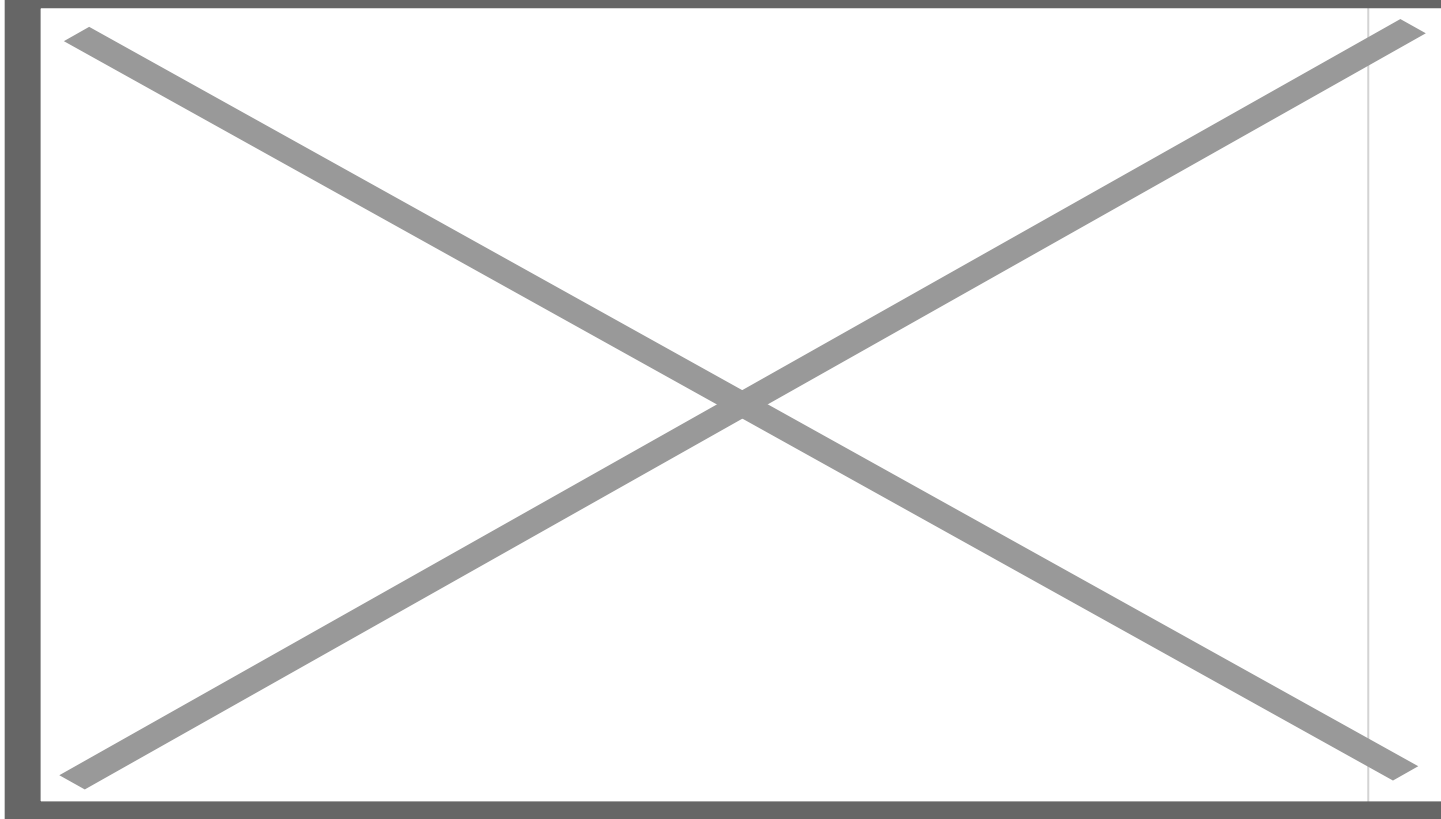


Trump revient avec des politiques de haine, de négationnisme et d'autoritarisme (II)

Trump revient avec des politiques de haine, de négationnisme et d'autoritarisme (II)

Image not found or type unknown



**L'administration Trump arrive trop tard pour affaiblir le cadre juridique mondial, car il a déjà été écrasé par Israël avec le parrainage des États-Unis et la complicité de l'Union européenne et du reste des satellites de l'empire décadent. Ce que fera Trump ne fera que certifier sa disparition.
Photo : EFE**

Auteur : Manu Pineda- (Traduit de Telesur)

Le retour de Trump : un coup de pied dans l'échiquier

Donald Trump n'éprouve pas le moindre scrupule à violer le droit international, les traités et conventions internationaux ou les résolutions de l'ONU, car ils ne représentent pas pour lui une limite à sa vision du pouvoir et de la domination. Cependant, son attitude n'est pas une nouveauté, mais plutôt la continuation et l'aboutissement d'un processus qui dure depuis un certain temps. Au cours des quinze derniers mois de génocide israélien contre la population palestinienne de Gaza, le régime sioniste a transformé le droit international en cadavre, l'enterrant sous les décombres des maisons, des écoles et des hôpitaux détruits par le bombardement de la bande de Gaza.

Trump, dans ce scénario, n'est que le notaire d'une tragédie : son administration arrive trop tard pour affaiblir le cadre juridique mondial, car il a déjà été écrasé par Israël avec le parrainage des États-Unis et la complicité de l'Union européenne (UE) et du reste des satellites de l'empire décadent. Ce que Trump va faire ne fera que certifier sa disparition.

La violation systématique des droits de l'homme, les crimes de guerre et le nettoyage ethnique à Gaza ont montré clairement que le droit international ne signifie rien s'il n'y a pas de volonté politique de le faire respecter. Les institutions qui devraient garantir la justice internationale ont été complices ou spectateurs passifs, permettant à Israël d'agir en toute impunité.

Trump et son administration, loin de freiner cette situation, l'ont adoptée comme un modèle à suivre. En faisant pression sur des pays comme la Jordanie et l'Égypte pour qu'ils expulsent les Palestiniens de Gaza et fassent du nettoyage ethnique une solution acceptée, ils détruisent le peu de légitimité qui restait dans le système international.

L'histoire jugera ceux qui ont permis cet effondrement moral et juridique, mais il est également clair que la lutte pour la justice et les droits de l'homme ne peut dépendre d'institutions qui se sont révélées être au service des puissants. La Résistance palestinienne et la Solidarité internationale resteront les véritables forces qui maintiendront l'espoir face à cette barbarie.

Trump intensifie la politique de blocus et d'isolement de Cuba

Quelques minutes après son entrée en fonction, Trump a annoncé l'annulation de l'ordre émis par Biden six jours plus tôt, qui visait à exclure Cuba de la fameuse liste des pays soutenant le terrorisme. Cette décision renforce une injustice flagrante. Cuba, pays exemplaire dans son engagement pour l'humanité, n'envoie pas de bombes et de chars à d'autres nations, mais des médecins et des enseignants. Pourtant, Donald Trump a renouvelé toutes les restrictions imposées à l'île depuis janvier 2021, date à laquelle il a lui-même inscrit Cuba sur la liste fallacieuse dans les derniers jours de son premier mandat, après avoir perdu les élections. Cette inclusion, largement critiquée par la communauté internationale, était basée sur des arguments faux et non fondés, sans aucune preuve à l'appui.

Les conséquences de cette mesure sont dévastatrices pour le peuple cubain. Le maintien sur cette liste rend encore plus difficile l'accès aux ressources financières, à la nourriture, aux médicaments et à d'autres biens essentiels, ce qui aggrave les difficultés déjà rencontrées par la population en raison du blocus économique, en place depuis plus de 63 ans. Au lieu de chercher des solutions pour alléger les souffrances du peuple cubain, comme la levée du blocus, Trump choisit de l'intensifier, en utilisant Cuba comme symbole de sa position radicalement anticommuniste pour consolider le soutien des secteurs les plus réactionnaires de la politique américaine.

Cette politique ne fait pas qu'approfondir le blocus criminel et illégal de Cuba, elle ignore également les voix qui, à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis, réclament une approche plus humaine et plus constructive de l'île.

Une guerre ouverte contre les migrants

Au cœur de la politique régressive de Trump se trouve une persécution agressive des migrants, qui attaque directement les principes humanitaires et constitutionnels. Parmi les mesures les plus controversées figurent :

Déclaration d'urgence nationale à la frontière sud : Avec cette mesure, Trump prévoit de déployer des forces armées et d'achever la construction du mur frontalier, une initiative qui symbolise son approche répressive de la migration.

Élimination de la citoyenneté de naissance : cette proposition défie directement le 14^e amendement de la Constitution américaine, qui garantit ce droit depuis 1868, et représente une attaque sans précédent contre les droits fondamentaux.

Rétablissement de la politique « Rester au Mexique » : cette mesure oblige les demandeurs d'asile à rester au Mexique dans des conditions précaires en attendant la résolution de leur dossier, ce qui les expose à de graves risques humanitaires.

Élimination de l'application CBP One : en éliminant cet outil, les procédures d'immigration sont rendues plus difficiles et l'entrée légale des personnes est entravée, ce qui ferme encore davantage les portes aux personnes en quête de refuge et d'opportunités.

Ces politiques cherchent non seulement à criminaliser la migration, mais aussi à exacerber les tensions avec les pays voisins, en particulier le Mexique. Trump est allé jusqu'à menacer de tarifs douaniers, d'interventions militaires et a même rebaptisé le golfe du Mexique « golfe d'Amérique », une proposition inhabituelle qui reflète son mépris pour la souveraineté des nations.

Toutefois, M. Trump s'est déjà heurté à une certaine résistance. Le président colombien Gustavo Petro et la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum se sont fermement opposés à l'arrogance et aux menaces du magnat. Ces réactions ont été explicitement soutenues par la plupart des présidents d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui pourrait marquer le début d'une plus grande coopération régionale. Ce mouvement pourrait être l'embryon d'une étape vers une unité plus solide de Notre Amérique, face aux politiques hostiles et clivantes promues par Trump.

Dans un contexte de tensions croissantes, la région semble s'éveiller à la nécessité de s'unir pour défendre les droits de l'homme, la souveraineté et la dignité des migrants, face à un discours qui cherche à diviser et à criminaliser.

Une menace pour la souveraineté du Panama

Comme si l'hostilité envers Cuba et le Mexique ne suffisait pas, Trump a déclaré qu'il allait « reprendre » le canal de Panama, une démarche qui évoque la vision la plus coloniale de l'impérialisme américain en Amérique latine. Cette déclaration, dépourvue de tout fondement juridique, représente un affront direct à la souveraineté du Panama, qui a pris le contrôle total du canal en 1999 après des décennies de lutte diplomatique et populaire.

Cette annonce reflète le mépris de Trump pour le droit international et sa vision de l'Amérique latine comme une arrière-cour au service des intérêts américains. Au-delà de ses implications symboliques, cette menace pourrait déstabiliser les relations régionales et aggraver les tensions géopolitiques sur le continent.

Négationnisme et recul de l'environnement

Trump a également réaffirmé son négationnisme climatique, en retirant les États-Unis de l'Accord de Paris et en éliminant des réglementations environnementales clés. Il a déclaré une « urgence énergétique nationale » pour démanteler les protections environnementales et favoriser l'exploitation des ressources fossiles en Alaska. Ce programme ne se contente pas d'ignorer la crise climatique, il aggrave les dommages écologiques mondiaux au profit des entreprises du secteur de l'énergie.

Une attaque frontale contre la diversité et les droits de l'homme

Parmi les mesures les plus alarmantes, citons la publication d'un décret limitant la reconnaissance gouvernementale à deux genres biologiques, niant ainsi l'existence et les droits des personnes transgenres et non binaires. Il a également interdit l'utilisation de fonds fédéraux pour les services liés à la transition de genre, laissant une communauté entière privée de ses droits sur le plan institutionnel.

En outre, Trump a annulé plus de 70 décrets de l'administration précédente, éliminant les timides avancées en matière de diversité, d'équité raciale et d'inclusion. Sa décision de gracier les participants à l'assaut de 2021 contre le Capitole témoigne de son mépris pour les institutions démocratiques.

Un État au service des puissants

Fidèle à sa politique d'« amaigrissement de l'État », Trump a créé le Département de l'efficacité gouvernementale, dirigé par Elon Musk, un magnat de l'ultra-droite connu pour son plaidoyer en faveur de politiques ultra-libérales et anti-réglementaires. Cette démarche vise à démanteler des services publics essentiels tout en gelant l'embauche d'employés fédéraux, consolidant un modèle de gouvernement au service exclusif des élites.

En 1848, dans Le Manifeste communiste, K. Marx et F. Engels écrivaient : « Aujourd'hui, la puissance publique devient, purement et simplement, le conseil d'administration qui régit les intérêts collectifs de la classe bourgeoise ». Le gouvernement nommé par D. Trump est l'exemple le plus clair de ce que les pères du matérialisme dialectique ont énoncé. Dans le gouvernement américain, ils ne siègent pas en tant que défenseurs de la bourgeoisie et de l'oligarchie, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Aujourd'hui, dans et autour de ce gouvernement, siègent les plus gros milliardaires de la planète, prêts à légiférer à leur profit, en s'épargnant les intermédiaires.

« Les hommes d'affaires deviennent des politiciens et sont salués comme des hommes d'État, tandis que les hommes d'État ne sont pris au sérieux que s'ils parlent le langage des hommes d'affaires prospères ».

Hannah Arendt, « Les origines du totalitarisme ».

Même en sortant d'une période aussi noire et d'une administration aussi néfaste, belliciste et criminelle que celle de Joe Biden, nous constatons que le retour de Donald Trump à la Maison Blanche représente une sorte de coup de grâce pour tout ce qui restait de semblant démocratique, de respect des droits de l'homme et d'efforts mondiaux pour lutter contre la crise climatique. Son programme autoritaire creuse non seulement les inégalités au sein des États-Unis, mais exporte également un modèle suprématiste et unilatéraliste qui encourage l'extrême droite internationale et méprise la souveraineté des pays, en particulier en Amérique latine.

Avec des politiques qui intensifient l'ingérence sans fard et qui mettent l'accent sur la domination et l'exploitation, Trump ignore les avancées en matière d'autodétermination des peuples et sape les principes de justice sociale et de coopération mondiale. Ce dangereux recul met en péril l'avenir des majorités et menace d'aggraver les tensions et les inégalités à l'échelle mondiale.

Trump et la stratégie impérialiste : clés pour comprendre ses tactiques et comment les affronter

Trump cherche à confronter directement les États-Unis à la Chine, en donnant la priorité à un capitalisme national renforcé et à des alliances avec des dirigeants ouvertement d'extrême droite comme Milei en Argentine ou Meloni en Italie. Son but est de consolider la domination mondiale des États-Unis, comme il a tenté de le faire lors de son premier mandat.

Ses principaux objectifs :

Reprendre le contrôle de l'Amérique latine en tant qu'« arrière-cour » des États-Unis, en s'assurant des ressources pour soutenir son économie et en se concentrant sur le différend avec la Chine.

Isoler la Chine en brisant ses alliances internationales, en particulier les BRICS, et en freinant des initiatives telles que la nouvelle route de la soie.

Renforcer le régime israélien afin de contrôler le Moyen-Orient et la Méditerranée.

affaiblir les institutions néolibérales telles que l'UE et soutenir les forces nationalistes et d'extrême droite en Europe

Briser l'alliance Russie-Chine et récupérer le Brésil pour l'extrême droite. Il est clair que la stratégie comprend des efforts pour briser l'alliance stratégique entre la Russie et la Chine, qui constitue le noyau des BRICS. En outre, il y a une tentative de récupérer le Brésil pour l'extrême droite, étant donné que le Brésil, avec la Russie et la Chine, joue un rôle clé dans la stabilité et le renforcement de l'alliance.

Trump ravivera également les conflits en Asie-Pacifique et s'attaquera aux accords mondiaux tels que l'Accord de Paris et l'OMS, privilégiant la confrontation à la coopération internationale.

Comment réagir ?

Pour faire face à cet agenda impérialiste, des actions concrètes sont proposées :

Unifier l'Amérique latine. Il est essentiel de promouvoir l'unité de notre Amérique, de protéger ses ressources naturelles et de résister aux pressions et à l'ingérence des États-Unis, ainsi qu'à leurs tentatives de diviser les gouvernements progressistes de la région.

Renforcer les articulations internationales. La coopération et la coordination des forums internationaux, des articulations et des organisations telles que l'Internationale antifasciste, l'ALBA, le Forum de São Paulo et le Forum européen des forces progressistes, écologistes et de gauche doivent être renforcées. Ces espaces devraient servir à promouvoir un nouvel ordre international fondé sur la paix, la coopération et le multilatéralisme, en s'opposant à l'agenda prédateur promu par les États-Unis et leurs satellites.

Soutenir et renforcer les mouvements sociaux. Il est prioritaire de renforcer les mouvements sociaux (féministes, écologistes, pacifistes et syndicaux) qui œuvrent pour contrer le racisme, le machisme et l'individualisme promus par l'extrême droite. Ces mouvements sont essentiels à la construction de sociétés plus inclusives et plus justes.

Soutenir les alliances anti-hégémoniques. Soutenir les BRICS et d'autres alliances anti-hégémoniques et anti-impérialistes est crucial pour promouvoir une politique internationale multilatérale basée sur la coexistence pacifique et le bénéfice mutuel. Ces alliances doivent être présentées comme une alternative viable à l'impérialisme américain.

Il est nécessaire et incontournable de travailler à la construction d'un agenda commun, ainsi qu'à la coopération entre les think tanks anti-hégémoniques et anti-impérialistes. Il est prioritaire de renforcer les instruments nécessaires pour mener la bataille culturelle et idéologique contre les récits dominants.

La Conférence mondiale sur la paix, prévue pour 2025, représente une occasion importante de consolider une alliance mondiale pour la défense de la vie et en opposition aux politiques agressives et destructrices de dirigeants comme Trump. Cet événement devrait être un espace de coordination des stratégies pour affronter efficacement l'impérialisme et construire un avenir plus juste et plus durable.

Dans ce contexte, il est impératif que les forces de gauche s'unissent pour construire, renforcer et élargir un mouvement international qui promeut des valeurs essentielles et profondément humaines telles que la paix, la solidarité, la justice sociale et la résistance à l'impérialisme et à toutes les formes de fascisme. Le défi est immense, mais il est crucial de s'exprimer et d'agir pour protéger les droits des peuples et l'avenir de la planète.

Auteur manu Pineda (Traduit de Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/375625-trump-revient-avec-des-politiques-de-haine-de-negationnisme-et-dautoritarisme-ii>



Radio Habana Cuba